

URANIUM DU NIGER SANS LA FRANCE : les États-Unis remplacent les soldats par les dollars¹

23 septembre 2026

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur général, Afrocentricity Think Tank
yeamaizo@afrocentricity.info

0. Introduction : Niger et Uranium : Washington reprend pied quand Paris perd pied

Deux ans après le départ de leurs troupes du Niger, les États-Unis reviennent dans le pays non plus par la force militaire, mais par la puissance financière pour tenter de « récupérer » ce qui reste à « prendre² ». L'approbation d'un financement de 0,41 milliards de dollars américains (USD) par la U.S. Development Finance Corporation (DFC) en faveur du projet d'uranium Dasa marque le retour stratégique de Washington dans l'un des secteurs les plus sensibles de l'économie nigérienne. Il s'agit de l'un des gisements d'uranium le plus riche d'Afrique. En effet, c'est justement le secteur où la France après plus de 60 ans n'a pas réussi à se faire des amis dans un Niger qui défend sa souveraineté.

Cette opération intervient dans un contexte où les autorités nigériennes restent confrontées à de fortes contraintes sécuritaires, illustrées récemment par les attaques contre des infrastructures militaires et les tensions autour du pouvoir à Niamey. Il n'est pas inutile de penser que le Coup d'Etat récent qui a été présentée comme une mutinerie et un problème de gouvernance militaire interne, ne soit pas le premier pas stratégique de l'affaiblissement de la capacité de négociation de l'État nigérien. Un Etat affaibli face à des partenaires disposant du capital, de la technologie et de l'accès aux marchés mondiaux est souvent mieux disposé, ce malgré lui, à signer des contrats asymétriques.

Le discours de souveraineté ne peut plus cacher la réalité des chiffres du projet Dasa qui alimentent le débat sur un possible contrat léonin, sinon asymétrique au profit des intérêts étrangers.

Le dossier minier Dasa dépasse donc largement le cadre minier de l'uranium. Il illustre une nouvelle géopolitique du Sahel dans laquelle les bases militaires cèdent progressivement la place aux investissements, aux minerais critiques et au contrôle des chaînes d'approvisionnement stratégiques. Les États-Unis ont retiré leurs soldats au Niger, mais pourraient retrouver une influence déterminante grâce à l'uranium. La France a retiré ses soldats mais peine à trouver les chemins diplomatiques pour espérer retrouver un rôle dans l'uranium du Niger. La question demeure : est-ce que le Etats-Unis de Donald Trump peuvent récolter ce que la France a oublié de planter au Niger dans un contexte d'insécurité et de concurrences multipolaires ?

les décombres de l'influence française et les humiliations successives de la postcolonie suffisent-elles à offrir l'uranium du Niger à une constellation d'intérêts américains qui peinent à rattraper les investissements de la Chine et l'incontournable partenariat sécuritaire avec la Russie ? Les États-Unis peuvent-ils aider à remplacer le Franc CFA par l'adossement d'une future monnaie de l'Alliance des Etats du Sahel et donc du Niger en l'adossant au dollar américain ?

1. Le retour des Etats-Unis au Niger : la grande porte des matières premières qui cache des dépendances

L'approbation d'un financement de 414 millions de dollars par la U.S. Development Finance Corporation³ en faveur du projet d'uranium Dasa⁴ constitue sans doute l'un des événements géopolitiques les plus significatifs de ces dernières années au Sahel⁵. Selon la Société Minière de Dasa (SOMIDA), le projet DASA est une mine d'uranium souterraine en cours de développement en République du Niger, exploitée par SOMIDA, ce en partenariat avec une société canadienne Global Atomic. Le projet comprend la construction d'une usine de traitement sur site conçue pour traiter 1 000 tonnes de minerai par jour.

Alors que les forces américaines ont quitté le Niger en 2024⁶ et que les relations entre Paris et Niamey traversent une crise profonde, Washington réapparaît là où on ne l'attendait plus : dans le secteur extractif.

Ce retour ne s'effectue ni par des bases militaires, ni par des opérations de lutte antiterroriste, mais par le financement, l'investissement sous forme de crédit et la sécurisation des matières premières stratégiques. Or, les Etats-Unis sont affaiblis car ce pays doit reconstituer ses stocks de matières premières stratégiques. Il y a là comme un signe de la fin de l'ordre mondial unilatéral américain⁷. Compte tenu de la lecture des interventions des Etats-Unis en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, en Iran, au Vénézuéla et au Groenland, il faut croire qu'il s'agit là d'une nouvelle forme de guerre économique⁸ qui démarre comme un renouveau de coopération bilatérale entre les Etats-Unis et le Niger. Cette guerre⁹ « douce » (soft) qui prend la forme de la coopération doit se lire à la lumière des interventions américaines dans le monde, car celle-ci finit souvent par de la déstabilisation à moins d'accepter l'alignement.

Nul ne sait si le Niger aurait pu décliné cette offre si les autorités de ce pays étaient véritablement souveraines. Il faut simplement espérer que les conséquences pour le Niger, et plus largement pour l'AES et le nouvel espace Maghreb-AES en profitera malgré les risques multiples¹⁰ en émergence au Sahel.

Le projet d'uranium *Dasa* illustre ainsi une transformation profonde des rapports de force internationaux : les soldats américains cèdent, en apparence seulement, graduellement la place aux investisseurs, tandis que l'uranium, les métaux rares et même les chaînes de valeurs logistiques deviennent des instruments d'influence aussi important que les bases militaires. Le retour des Etats-Unis au Niger par la grande porte des matières premières cache des dépendances et des risques de déstabilisation sous couvert de contrats sécuritaires, miniers et d'infrastructures asymétriques.

2. « DASA » : le gisement d'uranium le plus riche d'Afrique : un projet-bénédiction sans le Peuple

Le projet Dasa, situé à environ 105 kilomètres au sud d'Arlit, au cœur du bassin uranifère nigérien, est exploité par la société canadienne Global Atomic, qui bénéficie aujourd'hui d'un soutien financier américain malgré les différends commerciaux persistants entre les États-Unis et le Canada. Présenté par l'entreprise comme le gisement d'uranium le plus riche d'Afrique, le site devrait produire 68,1 millions de livres d'oxyde d'uranium sur une durée d'exploitation supérieure à 23 ans. Le projet est détenu à 80 % par Global Atomic et à 20 % par l'État nigérien. Il est estimé que 68,1 millions de livres d'oxyde d'uranium sortiront de l'exploitation de Dasa, ce sur toute la durée de vie du projet, ce qui correspondent à environ 30 890 tonnes.

L'entreprise canadienne a déjà sécurisé des contrats portant sur 8,8 millions de livres d'uranium, soit près de 4 000 tonnes¹¹, pour les sept premières années de production, dont environ 90 % sont destinés aux compagnies d'électricité américaines¹², ce qui renforce l'importance stratégique de Dasa pour Washington dans sa quête de sources d'approvisionnement nucléaire plus sûres. Toutefois, l'approbation de la U.S. Development Finance Corporation (DFC) ne signifie pas que la totalité des 414,2 millions de dollars approuvés sera débloquée immédiatement, le financement restant soumis à diverses conditions préalables.

Les bénéfices pour les Nigériens proviennent de cinq canaux principaux :

- les dividendes perçus par l'État au titre de sa participation de 20 % ;
- les redevances minières et les impôts payés par l'exploitant ;
- les emplois directs et indirects créés autour du projet ;
- les marchés attribués aux entreprises locales ;
- les infrastructures associées (routes, énergie, services, formation professionnelle, santé...).

Cependant, les expériences passées des dirigeants africains tendent à montrer que la richesse minière ne se traduit pas automatiquement par une amélioration du niveau de vie des populations. Tout dépend de la gouvernance, de la transparence des revenus et de la capacité de l'État à réinvestir ces ressources dans l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie et les infrastructures.

3. Un accord extractif asymétrique : la fragilité et le silence politiques affaiblissent le pouvoir de négociation minière de l'État nigérien

La vraie question n'est donc pas : quelle est la part de l'Etat de Niger dans le projet Dasa ? Mais plutôt : quelles sont les recettes effectivement tirées et la part de la valeur créée par ce projet qui resteront effectivement au Niger et serviront les populations nigériennes ?

Or, et c'est le paradoxe des gouvernements qui prônent la souveraineté ! Ces derniers n'offrent souvent pas à leurs citoyens, les moyens de démontrer que les demandes venant du Peuple, et non pas de décisions unilatérales du haut vers le bas, se font au profit des populations qui ont le droit de savoir et de contrôler les affectations. Un pouvoir qui décide au nom du peuple sans le peuple est un pouvoir qui souffre de faiblesses stratégiques que résumant le syndrome du « *nous savons ce qui est bon pour vous* ».

En fait, outre les erreurs possibles, le monopole étatique de l'intérêt général et les priorités nationales allègrement confondu avec un paternalisme d'Etat génère une gouvernance paternaliste. La souveraineté populaire cesse d'exister lorsque le pouvoir décide seul de ce qui est bon pour le Peuple et lui demande ensuite, sans rendre vérité des comptes publics, d'approuver des choix auxquels il n'a jamais participé. La souveraineté sans participation n'est pas de la souveraineté mais une forme multidimensionnelle d'un autoritarisme tutélaire, piégé dans une gouvernance verticale militaire, qui n'autorise qu'un centralisme, voire un monopole, décisionnel. Un tel système n'est peut demeurer pérenne sans l'abus de pouvoir et du droit. À la lumière des expériences malheureuses ailleurs dans le monde, cela conduit généralement à l'infantilisation des citoyens, une confiscation de l'information, voire une pensée unique pour mieux justifier un monopole de l'intérêt général.

Or, aucun monopole ne peut servir un Peuple qui a soif de souveraineté. Si une telle situation peut s'expliquer au cours d'une période de transition, elle ne doit en aucun cas conduire à une confiscation de la décision publique par une élite militaire ? Les accords miniers asymétriques ne doivent pas se résumer à une politique de tutelle imposée au Peuple par un Etat dit « fort », et une mise sous tutelle des minerais critiques du pays face aux pouvoirs de nuisance des grandes puissances uniquement intéressées par l'accès et le contrôle des matières premières d'autrui avec des contreparties lilliputiennes, voire inexistantes pour le Peuple.

Malgré cela, il arrive que ces contreparties se résument à de l'endettement sans même que les investissements structurants et les projets miniers et de bien-être pour le Peuple africain, en l'espèce, nigérien, n'aient vu le jour. La souveraineté serait-elle en voie d'être confisquée en silence tant par les investisseurs étrangers que par les dirigeants des Etats africains dont la capacité de négociation a été affaiblie et le pouvoir de la redevabilité unilatéralement mise en veilleuse ? Assurément ! Il s'agit là d'une véritable dépossession démocratique y compris au cours des phases de transition dite « *révolutionnaire* » ou de « *souveraineté* ».

Au cours du temps qui s'écoule sans amélioration substantielle au niveau du mieux-être des Africains et du développement humain, le soutien populaire originel se fane, les pressions extérieures multipolaires augmentent, et le pouvoir africain finit, en catimini, par « *ranger au placard* » ses grandes ambitions souverainistes pour épouser un alignement en situation de faiblesse. Cette situation dite de « transition » peut perdurer dès lors que la volonté de s'éterniser au pouvoir par tous les moyens, -coup d'Etat militaire ou coup d'Etat constitutionnel-, font l'objet de l'aval des puissances étrangères qui continuent, elles, à « *pomper* » sans modération, -voire sans vergogne-, le sous-sol, le sol et le hors-sol africains¹³.

C'est ainsi que sournoisement, un accord extractif asymétrique qui peut receler un contrat léonin fondé sur l'échange inégale, révèle en réalité la fragilité et le silence politiques de certains dirigeants africains. Dans tous les cas de figures, cela affaiblit le pouvoir de négociation minière de l'État nigérien sauf si ce dernier opte pour se faire soutenir par l'ensemble du Peuple nigérien en optant pour la carte de la redevabilité des comptes publics et la participation plus élargie de l'ensemble du Peuple nigérien aux choix stratégiques du pays.

4. Redevabilité, accord extractif asymétrique et disparition du Journaliste « Moussa Kaka »

La redevabilité et le fait de rendre des comptes au Peuple de leur actions et décisions, demeure la grande absente de la communication des dirigeants affichant la souveraineté comme un objectif poursuivi.

De fait, l'une des limites du débat actuel sur l'uranium nigérien est l'absence d'informations économiques publiques détaillées concernant les recettes effectivement tirées des contrats liés aux ressources naturelles, notamment les minerais critiques et leurs affectations. Si les autorités nigériennes mettent régulièrement en avant la souveraineté retrouvée sur les ressources stratégiques, elles communiquent peu sur les mécanismes de répartition des revenus, les montants réellement encaissés ou les bénéfices directs revenant aux populations.

Dans un pays où les minerais critiques dont les terres rares, l'uranium, le pétrole, l'or constituent des actifs nationaux, les citoyens sont toutefois en droit de connaître l'utilisation de ces ressources et de participer aux choix stratégiques concernant leur affectation à court, moyen et long terme. La question centrale n'est donc pas seulement celle du contrôle des mines, mais aussi celle de la transparence, de la redevabilité et de la gouvernance de la rente extractive.

Sans publication régulière des comptes publics, sans débats nationaux inclusifs et sans mécanismes de contrôle citoyen, il demeure difficile pour les citoyens-contribuables nigériens d'évaluer dans quelle mesure les revenus miniers contribuent réellement à l'amélioration des conditions de vie des Nigériens. Aussi, la souveraineté économique ne se mesure pas uniquement à la propriété des ressources et à des contrats d'exploitation déséquilibrés de type 80 % pour les étrangers, 20 % pour l'Etat africain et 90 % des 4 000 tonnes (8,8 millions de livres) d'uranium pour les sept premières années de production sont destinés à des fournisseurs d'énergie américains. Autrement dit, 10 % sont destinés à l'Etat du Niger, et un pourcentage encore plus réduit aux populations nigériennes.

Lorsqu'un accord conduit à une captation disproportionnée de la valeur au profit de l'opérateur étranger tout en laissant une faible part des bénéfices économiques réels au pays hôte, il devient possible de considérer s'il n'y a pas en filigrane :

- un accord extractif asymétrique basé sur un contrat déséquilibré du fait d'une position de faiblesse de l'Etat du Niger mis sous pression depuis le dernier coup d'Etat avorté ; et/ou
- un contrat léonin du fait de l'excessive captation des avantages, ce qui a pour conséquence une rente extractive extravertie, ce qui peut expliquer pour la formule consacrée de la malédiction des ressources lorsque la richesse minière ne bénéficie pas à la population.

En définitive, les dirigeants des Etats qui prônent, la souveraineté sous toutes ses formes, doivent intégrer dans leur analyse et décisions, le droit et la capacité de la population à participer librement, et sans disparitions inexplicables¹⁴, aux décisions concernant leur gestion et leur redistribution. Comme plusieurs autres citoyens et des associations de défense des journalistes comme *Reporters sans frontières*, la Fédération internationale pour les Droits Humains (FIDH) a indiqué que Moussa Kaka, le Directeur d'un média local et correspondant de longue date de France 24, « a quitté les locaux de Radio Télévision Saraounia à Niamey le 31 août 2026 et n'a plus donné signe de vie depuis cette date ».

Aucune communication officielle des autorités nigériennes expliquant publiquement les circonstances de la disparition de Moussa Kaka ou annonçant les résultats d'une enquête n'a été trouvé et mis à disposition du grand public au moment de la publication des articles consultés. Face à ce silence troublant, plusieurs organisations africaines et internationales ont appelé à l'ouverture d'une enquête et à la clarification rapide de sa situation

5. Les solutions alternatives de l'Etat nigérien ont besoin d'un soutien populaire élargi et démocratique

Si sur le plan politique, la position de négociation en situation de faiblesse est difficilement négociable à court terme, en droit et en gouvernance économique, plusieurs leviers existent et ne sont pas exclusives les uns des autres. Il est possible, ce de manière concomitante :

- de renégocier certaines clauses lors des renouvellements ou extensions de permis ;
- d'augmenter progressivement la participation publique ;
- de renforcer les redevances minières et fiscales ;
- d'imposer des obligations de contenu local et de transformation sur place ;
- de créer un fonds souverain contrôlé publiquement ;
- d'opter pour la redevabilité des comptes publics en publiant régulièrement (trimestriellement), et au moins annuellement, l'intégralité des revenus, dividendes, impôts et redevances et leurs affectations en précisant si ces dernières ont fait l'objet d'une information de la société civile nigérienne ;
- d'organiser des conférences nationales inclusives permettant aux citoyens de participer aux choix d'affectation des recettes extractives.

La véritable souveraineté économique ne consiste pas seulement à posséder des ressources naturelles. Elle consiste à savoir qui décide de leur exploitation, qui perçoit la rente et comment cette rente est redistribuée aux générations présentes et futures. Dans cette perspective, la transparence budgétaire, le contrôle citoyen et la participation populaire et la liberté d'expression documentée sont au moins aussi importants que le pourcentage de participation détenu par l'État dans une société minière.

6. Le revirement « apparent » des Etats-Unis : de la diplomatie militaire à la diplomatie des ressources critiques

Le projet Dasa révèle avant tout l'évolution de la stratégie américaine en Afrique et plus largement dans le monde. Après les expériences coûteuses d'Afghanistan, d'Irak et du Sahel, Washington semble avoir tiré une leçon essentielle : la puissance ne se mesure plus seulement en nombre de soldats déployés mais aussi en capacité à contrôler les chaînes d'approvisionnement stratégiques.

La guerre en Ukraine, la montée en puissance de la Chine et la compétition croissante autour des minerais critiques ont renforcé cette prise de conscience. Les États-Unis ont constaté que les conflits modernes reposent autant sur les capacités industrielles, les stocks de munitions, l'énergie et les matières premières que sur les seuls moyens militaires. C'est en 2025 que les Etats-Unis ont rajouté l'uranium dans leur liste de minerais critiques et donc indispensables pour leur « sécurité ». L'uranium vient renforcer l'intérêt stratégique de Washington pour la sécurisation de l'approvisionnement en ce métal radioactif utilisé comme combustible dans les centrales nucléaires. Pour le Niger, cet accord tend à démontrer un réajustement opportuniste, mais pragmatique, de ses relations avec les puissances occidentales à la suite du coup d'État militaire de juillet 2023.

L'uranium occupe désormais une place centrale pour les deux pays. Ressource indispensable au secteur nucléaire, il est devenu un actif stratégique. Dans ce contexte, le financement du gisement de Dasa apparaît moins comme un simple investissement minier que comme un élément d'une politique de sécurisation des approvisionnements américains à long terme. Washington ne cherche plus à contrôler le territoire nigérien ; il cherche à garantir un accès durable aux ressources essentielles de demain. Mais, dans ce secteur et plus particulièrement de la construction des minicentrales nucléaires, la Russie a une énorme avance¹⁵.

7. Le Niger au cœur de la compétition multipolaires des puissances

Cette évolution intervient alors que le Niger est devenu l'un des principaux théâtres de la compétition géopolitique mondiale. La Russie s'est imposée comme un partenaire sécuritaire majeur. La Chine demeure le principal acteur économique extérieur dans les secteurs pétrolier, énergétique et infrastructurel. Les États-Unis reviennent désormais par le biais de l'uranium. D'autres acteurs, tels que la Turquie, les pays du Golfe ou encore l'Iran, cherchent également à accroître leur présence.

Face à cette concurrence, les autorités nigériennes semblent poursuivre une stratégie de diversification visant à éviter toute dépendance exclusive. Le pari consiste à mettre en concurrence plusieurs partenaires afin d'obtenir davantage d'investissements, de financements, de transferts de technologies et de marges de négociation.

Le financement américain du projet Dasa illustre parfaitement cette nouvelle réalité. Malgré le départ des troupes américaines et le rapprochement sécuritaire entre Niamey et Moscou, les intérêts économiques ont fini par l'emporter. Les États-Unis ont accepté une réalité qu'ils combattaient auparavant : le Niger n'est plus un allié exclusif de l'Occident mais un acteur souverain qui négocie simultanément avec plusieurs centres de puissance.

Dans cette nouvelle configuration, le Niger n'est plus seulement un terrain de jeu géopolitique. Il tente d'en devenir un arbitre.

Il faut reconnaître que les États-Unis reviennent au Niger alors que la coopération entre la Chine et le Niger est dix fois plus élevée qu'entre les États-Unis et le Niger. Si l'on rajoute le nouvel investissement de plus de 1 milliard de dollar américain de la Chine au Niger pour relancer la production de pétrole brut et son acheminement logistique, il faut reconnaître une avance stratégique de la Chine sur le terrain. Le fameux projet « Dinga Deep » et « Abolo-Yogou¹⁶ » qui devrait permettre de passer de 110.000 barils par jour aujourd'hui à 145.000 barils par jour en 2029, sont autant de nouvelles recettes pour l'État nigérien et si bien redistribuées et investies, un meilleur pouvoir d'achat pour les populations du Niger.

« Dinga Deep » et « Abolo-Yogou » sont deux projets pétroliers situés dans le bassin d'Agadem, au Niger. Ils visent à relancer et augmenter la production nationale de pétrole brut. L'investissement prévu s'élève à environ 1 milliard de dollars. La production devrait passer de 110 000 à 145 000 barils par jour d'ici 2029. Le pétrole serait exporté par un oléoduc reliant le Niger au Bénin. Cet oléoduc est exploité par la Compagnie ouest-africaine de l'oléoduc, appelée en anglais West African Oil Pipeline Company (WAPCO). Le Niger devrait acquérir 45 % de WAPCO¹⁷, tandis que le coût du transport passerait de 27 USD à 15 USD par baril, ce qui pour une fois, améliore la part qui revient à l'État africain et devrait substantiellement améliorer la capacité d'influence et de négociation du Niger. L'accord prévoit également environ 450 emplois nigériens à l'horizon 2030¹⁸. La voie vers la souveraineté économique est en marche si rien ne vient la déstabiliser.

Les engagements chinois dans le secteur pétrolier nigérien dépassent désormais 5,5 milliards de dollars américains, en tenant compte des investissements historiques liés au pipeline Niger-Bénin et du programme additionnel d'un milliard de dollars conclu en 2026¹⁹. Alors, l'investissement sous forme de crédit non encore décaissé des États-Unis de 0,4 milliards de USD pourraient sonner comme bien faible.

Economiquement, la Chine reste dominante, les États-Unis reviennent par les minerais stratégiques sans véritable possibilité de rattrapage de la Chine. Il est difficile d'obtenir un chiffre crédible pour la coopération Niger-Russie car la coopération se fait dans la défense, l'énergie nucléaire civile et la coopération minière et par des opérations de trocs et de compensation. La Russie progresse surtout par le levier sécuritaire et des systèmes de paiement par compensation et trocs tandis que la coopération sous-régionale avec ce qui reste de la CEDEAO, un espace commercial naturel du Niger, Après la réouverture de la frontière nigérienne et la reprise des activités commerciales, les exportations intra-africaines du Niger ont représenté 28,6 % de ses exportations totales. Autrement dit, les États-Unis reviennent au Niger pour récupérer ce qui « reste » à prendre²⁰.

8. Les gagnants, les perdants et les défis de la nouvelle géopolitique de l'uranium

Le principal gagnant de cette séquence est incontestablement le Niger. Le pays démontre sa capacité à attirer des investissements stratégiques malgré les bouleversements diplomatiques récents. Les États-Unis apparaissent également parmi les bénéficiaires puisqu'ils retrouvent une influence économique importante dans un secteur jugé vital pour leur avenir énergétique.

Le groupe canadien *Global Atomic* sort renforcé grâce à l'appui financier et politique apporté à son projet. À l'inverse, la France apparaît comme le principal perdant de cette recomposition. Longtemps dominante à travers Orano et ses prédécesseurs, elle voit aujourd'hui sa position historique fortement fragilisée. Ce qui constituait autrefois un espace d'influence privilégié est désormais ouvert à une pluralité d'acteurs.

Cependant, rien n'est encore définitivement acquis. Le projet Dasa reste confronté à des défis majeurs. Les menaces sécuritaires dans le nord du Niger, les risques de déstabilisation politique, les contraintes logistiques sahéniennes ainsi que les conditions de décaissement du financement américain constituent autant de facteurs susceptibles de ralentir ou de compliquer sa mise en œuvre.

Le principal facteur de vulnérabilité demeure la sécurité. À court terme, ce n'est ni la géologie ni la rentabilité du gisement qui représentent l'incertitude majeure, mais la capacité à préserver un environnement suffisamment stable pour assurer l'exploitation et l'exportation de la production.

Pourtant, aucune souveraineté ne prend forme durablement sans une souveraineté monétaire.

9. Du Franc CFA au « Sahel » : l'AES peut-elle transformer l'or et l'uranium en souveraineté monétaire ?

Face à la difficulté de voir émerger une monnaie unique ECO en 2027²¹, que ce soit sous la forme d'un Franc CFA copié-collé pour devenir un ECO-UEMOA, ou un ECO-CEDEAO monnaie unique ou commune, qui n'aura au plus que deux des membres de la CEDEAO à douze (12) qui respecteraient les critères de convergence économique au premier trimestre 2027²², une question mérite de se poser à savoir : les États-Unis peuvent-ils aider à remplacer le Franc CFA par l'adossement d'une future monnaie de l'Alliance des États du Sahel, y compris le Niger, en l'adossant au dollar américain²³ ? La réponse indirecte est que la nouvelle monnaie de l'AES ne pourra se faire « contre » le dollar américain.

9.1 Une monnaie de l'AES entre ambition politique et réalités économiques

Depuis la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), les dirigeants du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont fait de la souveraineté économique et monétaire un objectif stratégique. Cependant, contrairement à certains discours politiques, aucun calendrier définitif de sortie de l'UEMOA²⁴ ou d'abandon du Franc CFA n'a encore été officiellement arrêté. Les trois États demeurent juridiquement membres de l'Union monétaire ouest-africaine, même si les débats sur une monnaie propre à l'AES se multiplient. La question centrale est désormais de savoir si l'AES entend rejoindre à terme l'ECO de la CEDEAO ou créer une monnaie autonome souvent désignée dans le débat public sous le nom de « Sahel ». Les difficultés techniques restent considérables : réserves de change, crédibilité monétaire, banque centrale commune, marchés financiers et discipline budgétaire²⁵.

9.2 L'or et l'uranium peuvent-ils devenir la base d'une monnaie « Sahel » ?

L'idée d'adosser une future monnaie de l'AES à des ressources stratégiques comme l'or, l'uranium ou certaines matières premières agricoles séduit de nombreux partisans de la souveraineté économique. Le Burkina Faso et le Mali disposent d'importantes réserves aurifères tandis que le Niger possède des ressources significatives en uranium, en pétrole et en métaux rares et critiques. Une telle approche permettrait en théorie de réduire la dépendance à l'Euro et de renforcer la confiance dans la monnaie régionale. Toutefois, l'histoire économique montre qu'une monnaie ne peut être durablement soutenue par les seules ressources naturelles²⁶. La stabilité d'une devise dépend davantage de la production réelle, de la gouvernance, de la confiance des marchés et de la solidité des institutions monétaires que des richesses du sous-sol. L'or pourrait constituer une partie des réserves de garantie, mais difficilement l'unique fondement d'une nouvelle monnaie²⁷. Mais la capacité de nuisance des États-Unis, qui a réussi à sortir la monnaie commune des BRICS+ de l'agenda prioritaire, sonne comme un rappel pour les pays de l'AES qui gagnerait dans un premier temps à proposer une option binaire :

panier de monnaie n'excluant pas le dollar américain et matières premières servant d'équivalent général comme instruments de paiement, de réserve et de compte.

9.3 Le dollar américain comme partenaire monétaire inattendu ?

Le retour économique des États-Unis au Niger à travers le projet uranifère de Dasa soulève une hypothèse rarement évoquée : celle d'un ancrage partiel d'une future monnaie de l'AES au dollar américain plutôt qu'à l'Euro. Dans un système de panier de réserves, le dollar pourrait cohabiter avec l'or, l'Euro, le Yuan et d'autres actifs stratégiques. Avec les échanges accrus entre l'AES et la Chine, la monnaie chinoise est devenue incontournable dans le panier de monnaies²⁸. Il n'est pas exclu d'ailleurs qu'une pondération lui octroie plus de poids qu'une devise d'un pays avec lequel l'AES a moins d'échanges. Une telle solution présenterait l'avantage de diversifier les dépendances tout en profitant du rôle dominant du dollar dans le commerce mondial. Cependant, remplacer une dépendance par une autre ne constituerait pas nécessairement une avancée vers la souveraineté monétaire. Pour l'AES, le véritable défi n'est pas de choisir entre l'Euro ou le dollar américain, mais de construire une capacité propre de création monétaire crédible, transparente et soutenue par les populations. La future monnaie « Sahel » de l'AES devrait être adossée à un panier de ressources et de devises. Les institutions d'accompagnement devront être mises en place au cours d'une période de transition où le franc CFA cohabitera avec l'introduction progressive du Sahel.

9.4 Une souveraineté monétaire inséparable de la souveraineté populaire

La réussite éventuelle d'une monnaie « Sahel » ne dépendra pas uniquement de choix techniques ou financiers. Elle reposera aussi sur la légitimité politique du projet. La question fondamentale n'est pas seulement de savoir quelle monnaie remplacerait le Franc CFA, mais qui déciderait de sa gouvernance, de ses réserves et de l'utilisation des revenus tirés de l'or, de l'uranium ou du pétrole. Une monnaie souveraine ne peut durablement prospérer sans transparence budgétaire, sans contrôle citoyen et sans concertation régionale. À cet égard, le défi pour l'AES est autant institutionnel que monétaire. La souveraineté ne se mesure pas seulement à l'émission d'une nouvelle devise, mais à la capacité des populations à participer aux choix qui engagent leur avenir économique.

10. Conclusion : le Niger souverain en fonction d'une gouvernance équilibrée avec les blocs multipolaires

Le projet Dasa dépasse largement la question d'un gisement d'uranium. Elle symbolise l'avènement d'une nouvelle phase de la géopolitique africaine où la bataille pour les ressources critiques tend progressivement à remplacer les logiques traditionnelles de présence militaire. Mais, cela signifie aussi que les fragilités des États-Unis²⁹ commencent à structurer leur volonté de relance économique et de renouvellement de leurs stocks de matières premières stratégiques.

Les États-Unis ont perdu leurs bases au Niger mais refusent de perdre l'accès à ses ressources stratégiques. La Chine continue de consolider son influence économique. La Russie approfondit sa coopération sécuritaire. Au milieu de ces rivalités, le Niger tente d'affirmer sa souveraineté et de transformer la concurrence entre les grandes puissances en opportunité nationale au service du Peuple nigérien. Il faut reconnaître au Gouvernement actuel que malgré les adversités et les déstabilisations diverses et variées, le cap de l'amélioration de sa marge de manœuvre économique, militaire et politique est maintenue et devrait s'améliorer si des nouveaux partenariats se mettent en place avec des pays voisins recherchant une stabilité régionale, notamment l'Algérie.

Le Niger se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins du monde multipolaire. Pour convertir cette position stratégique en avantage durable, il lui faudra consolider les soutiens populaires à l'intérieur du pays, multiplier les espaces de concertation et de dialogue inclusif, renforcer les convergences avec ses partenaires de l'Alliance des États du Sahel, approfondir sa coopération avec l'Algérie³⁰ et maintenir des passerelles constructives avec les forces de bonne volonté qui subsistent au sein de la CEDEAO.



Dans ce nouvel environnement international, la véritable richesse du Niger ne résidera pas uniquement dans son uranium, son pétrole ou ses minerais. Elle dépendra également de sa capacité à transformer ses ressources naturelles en levier de cohésion nationale, de stabilité et d'intégration régionales³¹ et de souveraineté économique. L'enjeu n'est plus seulement de posséder l'uranium, mais de savoir utiliser cette richesse pour bâtir un État plus fort dans un monde devenu résolument multipolaire. YEA.

23 septembre 2026.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur général, Afrocentricity Think Tank

© Afrocentricity Think Tank.

-
- ¹ Ramsamy, S. (2026). « Uranium - Niger : Exit la Russie et la France au profit des USA ? ». Entretien avec Samantha Ramsamy sur la chaîne youtube : 23 mn et 50 sec. In www.youtube.com. Accédé le 22 septembre 2026. Voir <https://www.youtube.com/watch?v=pG3S8bWySus> ; voir aussi Ramsamy, S. (2026). « Gazoduc Transsaharien : L'Algérie Défend Son Projet Stratégique ». Débat avec Samantha Ramsamy sur la chaîne youtube. Dr. Bassem Laresh et Dr. Yves Ekoué Amaïzo. In www.youtube.com. Accédé le 22 septembre 2026. Voir <https://www.youtube.com/shorts/IN2pfJIUR6U>
- ² Klare, M.T. (2012). *The Race for What's Left: The Global Scramble for the World's Last Resources*. Metropolitan Books : New York.
- ³ Business Insider Africa (2026). « US makes \$414 million uranium bet in Niger two years after troops were forced out ». September 18, 2026. In *Business Insider Africa*. Accessed September 2026. Retrieved from <https://africa.businessinsider.com/local/markets/us-makes-dollar414-million-uranium-bet-in-niger-two-years-after-troops-were-forced/yh6g3qs>
- ⁴ Société Minière de Dasa (SOMIDA) (2026). *Dasa Project*. In *Somida.net*. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://somida.net/en/dasa-project/>. Selon la Société Minière de Dasa (SOMIDA), le terme « Dasa » provient du nom géographique du gisement et de la localité où est développé le projet uranifère.
- ⁵ Donati, J. (2026). « US Seals Big Uranium Investment in Niger, Two Years After Troops Left ». 17 September. In Reuters. Accessed September 2026. Retrieved from <https://www.reuters.com/world/africa/us-seals-big-uranium-investment-niger-two-years-after-troops-left-2026-09-17/>
- ⁶ U.S. Department of State (2024). « On the Withdrawal of U.S. Troops from Niger ». April 24, 2024. In 2021-2025.state.gov. Accessed September 2026. Retrieved from <https://2021-2025.state.gov/on-the-withdrawal-of-u-s-troops-from-niger/>
- ⁷ Acharya, A. (2018). *The End of American World Order*. 2nd Edition. Polity Press: Cambridge.
- ⁸ Blackwill, R. D. and Harris, J.M. (2016). *War by Other Means: Geoeconomics and Statecraft*. Harvard University Press: Cambridge, MA.
- ⁹ Blackwill, R. D. and Harris, J.M. (2016). *War by Other Means: Geoeconomics and Statecraft*. Harvard University Press: Cambridge, MA. Accessed September 19, 2026. Retrieved from <https://www.hup.harvard.edu/books/9780674737218>
- ¹⁰ International Crisis Group (2025). *The Sahel: New Security Risks and Regional Responses*. International Crisis Group: Brussels.
- ¹¹ 1 livre (lb) = 0,453592 kg.
- ¹² Adegboyega, A. (2026). « US makes \$414 million uranium bet in Niger two years after troops were forced out ». September 18, 2026. In *africa.businessinsider.com*. Accessed 19 September 2026. Retrieved from <https://africa.businessinsider.com/local/markets/us-makes-dollar414-million-uranium-bet-in-niger-two-years-after-troops-were-forced/yh6g3qs>
- ¹³ Amaïzo, Y. E. (2025). « Nouvelle géographie du sol, du sous-sol et du hors-sol entre états africains volontaires : Valeurs ajoutées sectorielles ou transversales et capacité de dissuasion et d'influence ». 9 juin 2025. In *Afrocentricity Think Tank*. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://afrocentricity.info/2025/06/09/nouvelle-geographie-du-sol-du-sous-sol-et-du-hors-sol-entre-etats-africains-volontaires-valeurs-ajoutees-sectorielles-ou-transversales-et-capacite-de-dissuasion-et-dinfluence/8849/>
- ¹⁴ Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) (2026). « Niger : disparition du journaliste et défenseur des droits humains Moussa Kaka. » 7 Septembre. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.fidh.org/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/niger-disparition-du-journaliste-et-defenseur-des-droits-humains>.
- ¹⁵ The Moscow Times (2025). « Russia Expands Nuclear Ambitions in Africa with Niger Power Plant Deal ». July 29, 2025. In *Themoscowtimes.com*. Retrieved from <https://www.themoscowtimes.com/2025/07/29/russia-expands-nuclear-ambitions-in-africa-with-niger-power-plant-deal-a90002>
- ¹⁶ Ecofin Agency (2026). « A Billion-Dollar Handshake: Niger and China Settle a Year of Oil Tensions ». May 19, 2026. In Ecofin Agency. Accessed 21 September 2026. Retrieved from Available at <https://www.ecofinagency.com/news/1905-55741-a-billion-dollar-handshake-niger-and-china-settle-a-year-of-oil-tensions>
- ¹⁷ West African Oil Pipeline (Niger & Benin) Company S.A. (2026). « Points de contact ». Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.wapconb.com/>
- ¹⁸ Le Sahel (2026). « Coopération énergétique : l'État du Niger et la CNPC relancent leur coopération avec la signature d'un protocole de partenariat pétrolier ». 19 mai 2026. In *Le Sahel*. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.lesahel.org/cooperation-energetique-letat-du-niger-et-la-cnpcn-relancent-leur-cooperation-avec-la-signature-dun-protocole-de-partenariat-petrolier/>

-
- ¹⁹ Quéro, A. (2026) *China's \$4.5 Billion Headache: The Niger-Benin Pipeline and the Limits of Non-Interference*. 15 April . In *The Diplomat*. Accessed 21 September 2026. Retrieved from Available at <https://thediplomat.com/2026/04/chinas-4-5-billion-headache-the-niger-benin-pipeline-and-the-limits-of-non-interference/>
- ²⁰ Klare, M.T. (2012) *The Race for What's Left: The Global Scramble for the World's Last Resources*. Metropolitan Books: New York.
- ²¹ Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (2026). *Programme de la monnaie unique ECO*. Abuja: CEDEAO. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.ecowas.int>
- ²² Amaïzo, Y. E. (2026). « Quelle monnaie pour quelle Afrique de l'ouest ? ». 29 août 2026. In *Afrocentricity Think Tank*. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://afrocentricity.info/2026/08/29/quelle-monnaie-pour-quelle-afrique-de-louest/9248/>
- ²³ Acharya, A. (2018) *The End of American World Order*. 2nd ed. Cambridge: Polity Press. Accessed September 19, 2026. Retrieved from <https://www.politybooks.com/bookdetail/?isbn=9781509523327>
- Blackwill, R.D. and Harris, J.M. (2016). *War by Other Means: Geoeconomics and Statecraft*. Cambridge, MA: Harvard University Press. Accessed September 19, 2026. Retrieved from <https://www.hup.harvard.edu/books/9780674737218>
- Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (2026). *Programme de la monnaie unique ECO*. Abuja: CEDEAO. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.ecowas.int>
- African Development Bank Group (2024) *African Economic Outlook 2024*. Abidjan: African Development Bank. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.afdb.org/en/knowledge/publications/african-economic-outlook>
- Afreximbank (2024). *African Trade Report 2024*. Cairo: African Export-Import Bank. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.afreximbank.com/reports-publications/>
- IMF (2024). *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa*. IMF: Washington, D. C. Accessed September 19, 2026. Retrieved from <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA>
- BCEAO (2026). *Présentation de la BCEAO et de l'Union Monétaire Ouest Africaine*. BCEAO: Dakar. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.bceao.int/fr/content/presentation-de-la-bceao>
- ²⁴ Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) (2026). *Présentation de la BCEAO et de l'Union Monétaire Ouest Africaine*. BCEAO : Dakar. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.bceao.int/fr/content/presentation-de-la-bceao>
- ²⁵ BCEAO (2026). Op. Cit.
- ²⁶ African Development Bank Group (2024). *African Economic Outlook 2024*. Abidjan: African Development Bank. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.afdb.org/en/knowledge/publications/african-economic-outlook>
- ²⁷ IMF (2024). *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa*. IMF: Washington, D. C. Accessed September 19, 2026. Retrieved from <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA>
- ²⁸ Afreximbank (2024). *African Trade Report 2024*. Cairo: African Export-Import Bank. Accédé le 19 septembre 2026. Voir <https://www.afreximbank.com/reports-publications/>
- ²⁹ Acharya, A. (2018) *The End of American World Order*. 2nd Ed. Polity Press : Cambridge. Accessed September 19, 2026. Retrieved from <https://www.politybooks.com/bookdetail/?isbn=9781509523327>
- ³⁰ United States Trade Representative (USTR) (2025). "Algeria Trade Summary". In *USTR – Algérie*. Accessed September 21, 2026. Retrieved from <https://ustr.gov/countries-regions/europe-middle-east/middle-east-and-north-africa/algeria>
- ³¹ United Nations Economic Commission for Africa (UNECA) (2023). *Assessing Regional Integration in Africa*. UNECA: Addis Ababa.